



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 01/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CD TRANS**

15 Avenue du Général de Gaulle  
33530 Bassens

Références : 2026-UD33-CRA-279  
Code AIOT : 0003104213

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement CD TRANS implanté 4 avenue de L'Escart 33450 Saint-Loubès. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection a été réalisée de manière inopinée et avait pour but de tester la mise en oeuvre du plan d'opération interne de l'établissement en dehors des heures ouvrées. Le scénario testé est un incendie sur le dépôt, à proximité du portail d'accès des secours de la rue des Bruyères sachant que des bouteilles de gaz sont situés à proximité immédiate du départ de l'incendie. Le déclenchement de l'alerte est effectué par un appel d'un témoin qui compose le numéro de téléphone d'urgence figurant sur le portail.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CD TRANS
- 4 avenue de L'Escart 33450 Saint-Loubès
- Code AIOT : 0003104213
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Chaussade Duboe Transports (CD TRANS) exploite à Saint-Loubès une installation de stockage de récipients à pression transportables (bouteilles) de GPL.

Cet établissement est issu du regroupement de deux sites : un site soumis à autorisation par antériorité situé avenue de l'Escart et un site soumis à déclaration situé rue des Bruyères. Ce regroupement a créé un site soumis au régime d'Autorisation SEVESO Seuil Bas.

Les activités de cet établissement sont réglementées par arrêté préfectoral du 21/10/2019 et par arrêté préfectoral complémentaire du 28/11/2022.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 4
- Risque surpression/projection
- Sécurité/sûreté
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que la disposition des bouteilles de gaz dans les ilots est conforme à l'étude de danger de 2021.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne – existence	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41	Demande d'action corrective	3 mois
2	Périodicité exercices POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 515-100	Demande d'action corrective	3 mois
4	Déclenchement des procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	Demande d'action corrective	3 mois
6	Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)	Demande d'action corrective	1 mois
7	Interface service externe	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g)	Demande d'action corrective	3 mois
8	Premiers prélèvements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	environnements	Point i)		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Formation du personnel aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Sans objet
5	Stratégie d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Sans objet
9	Mesures post accident	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)	Sans objet
10	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant du dépôt de Saint Loubès maîtrise ses procédures de mise en sécurité et d'intervention. Le POI nécessite d'être modifié suite à l'exercice, objet du présent rapport, et au regard du retour d'expérience fait à l'issue de l'exercice POI avec le SDIS en date du 13/01/2026.

Il est à noter que les dispositifs disponibles pour la levée de doute et les procédures appliquées par l'exploitant pour l'accueil des poids-lourds sur le site sont des éléments positifs de prévention du risque accidentel.

L'exploitant vérifie que cette maîtrise du risque est partagée avec le service en charge du standard du site et dont le numéro est affiché sur le portail d'entrée.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan d'opération interne – existence**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;

2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

L'exploitant tient à jour ce plan.

**Constats :**

L'inspection des installations classées a, à sa disposition, le POI en date du 21/11/2022, le POI a été révisé le 06/01/2026. Cette version est disponible dans le bâtiment principal en version papier et sur les smartphones de l'ensemble des personnels. L'exploitant déclare que le POI est révisé annuellement.

L'inspection des installations classées a présenté les incohérences entre le POI et l'étude de danger, et formulé les remarques suivantes. :

- La fiche 2.1 fait figurer que tous les effets resteront à l'intérieur du site alors que certains sortent du site ;
- Les fiches actions sont à compléter pour intégrer notamment la gestion post-accidentelle et la fermeture de la vanne de confinement des eaux incendie ;
- Le POI ne fait pas figurer de fiches réflexes pour les rôles de chacun des personnels intervenants ;
- Les fiches scénarios n'intègrent pas les effets de surpression de bleve de bouteilles de GPL, traités dans l'EDD ;
- La fiche scénario 4.2 fait figurer l'action de "*créer un mur d'eau pour contenir une fuite non enflammée à partir de canons ou de queue de paon*". Cette action ne peut pas être mise en œuvre par l'exploitant ne possédant pas de Canon et de queue de paon.
- Le plan présent à l'intérieur du site n'est pas le même que celui présent dans le POI avec des dénominations des ilots de stockage différents, générant une confusion lors de l'exercice.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant procède à la mise à jour de son POI en tenant compte des remarques formulées en inspection **dans un délai de 3 mois** et l'envoie à l'inspection des installations classées, SDIS et préfecture.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Périodicité exercices POI**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 515-100

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI

**Prescription contrôlée :**

<p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :</p> <p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier exercice POI a eu lieu le 13/01/2026 en présence du SDIS. Le compte-rendu de l'exercice rédigé par l'exploitant a été envoyé à l'inspection des installations classées en date du 31/03/2026. L'exercice simulait le feu sur un chariot élévateur à proximité d'un semi-remorque comprenant 15 casiers de bouteilles de propane et butane. Le compte-rendu fait état de plusieurs axes d'amélioration, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- contrôles et remise en service des alarmes</li> <li>- équiper des chariots d'arrêts d'urgence</li> <li>- mise à jour de la liste des numéros d'appel</li> <li>- prioriser la liste du voisinage</li> <li>- déterminer et localiser un PC extérieur.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre ses axes d'amélioration suite à l'exercice POI en date du 13/01/2026 dans un délai de 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Formation du personnel aux situations d'urgence

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>[...]</p>

**Constats :**

L'exploitant déclare qu'une formation/information est effectuée à l'issue de chaque mise à jour du POI. Ce dernier est révisé annuellement. L'exploitant a fourni par courriel en date du 31/03/2026 la fiche d'émargement de participation à la formation POI en date du 7/01/2026, notamment du directeur de site, du chef de dépôt et du responsable administratif du dépôt de Saint-Loubès.

L'exploitant a une procédure d'accueil des chauffeurs poids-lourds qui entrent sur le dépôt pour éviter tout départ de feu depuis leur matériel roulant. Une fiche réflexe est mis à disposition à l'entrée du site. Un registre avec les points à contrôler est également complété à chaque arrivée sur site. Cette mesure de vérification de l'état de chauffe des essieux et de l'état d'usure des pneus, ainsi que la procédure d'admission des poids-lourds sur le dépôt est une mesure positive en faveur de la prévention des risques accidentels.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Déclenchement des procédures d'urgence**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI

**Prescription contrôlée :**

a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;

**Constats :**

L'exercice POI a consisté en l'appel d'un témoin au numéro présent sur le portail du site, qui aperçoit un départ d'incendie très proche du portail d'accès, à proximité immédiate de bouteilles de gaz. Le déroulement a été le suivant :

- 7H08 : appel au numéro figurant sur le portail. Il s'agit du standard de la société CD Trans. La personne du standard, après explication de l'objet de l'appel et qu'il s'agissait d'un exercice a demandé des informations telles que l'adresse exacte du site alors que l'inspecteur des installations classées a bien précisé qu'il s'agissait du site de CD Trans de Saint-Loubès. L'appel s'est terminée à 07h17.
- 7H30 : Sans rappel de la part de l'exploitant, l'inspection des installations classées rappelle le standard de la société. Une nouvelle personne répond. Cette dernière, après renseignement, indique que le directeur du site a été appelé à 7H24. Lors des échanges avec l'inspection des installations classées, elle indique que dans ce cas de figure, elle appellerait les services du SDIS. L'appel a été simulé. Lors de cet échange, l'adresse exacte du site n'a pas été communiquée ni les substances susceptibles d'être présentes sur site.
- 7H36 : Le directeur du site appelle l'inspection des installations classées et fait part qu'il a fait une levée de doute, depuis son smartphone, en utilisant les caméras thermiques présentes sur le site. Un deuxième appel au SDIS est simulé à la suite de cette échange en partant de l'hypothèse qu'il a vu un départ de feu sur l'ilot C1 de son dépôt. Lors de l'échange, il indique qu'il s'agit de propane et de butane, que l'état des stocks pourra être communiqué par le chef de dépôt qui arrive sur site à 8h et qu'il vient également sur le site.

<p>Le POI ne prévoit pas que l'appel au SDIS soit effectué par le standard de la société mais par le DOI. Cet élément a été confirmé par l'exploitant au cours de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant définit la stratégie jouée par le standard de la société, joignable avec le numéro figurant sur le portail d'entrée, pour la gestion d'un événement accidentel sur un site. L'exploitant recherche également les explications sur les délais entre le premier appel du "témoin" et l'appel auprès du directeur de site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Stratégie d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La zone de regroupement du personnel est identifiée sur site et sur le plan disponible à l'entrée pour l'intervention des services de secours.</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées constate la présence des extincteurs figurant sur la plan. Deux extincteurs sur les trois contrôlés font figurer la pastille attestant de leur vérification par un organisme en 2025. L'exploitant a fourni par courriel en date du 31/03/2026 le compte-rendu de vérification des extincteurs du dépôt par la société EUROFEU en date du 27/04/2025. L'extincteur, pour lequel la pastille de contrôle n'a pas été apposée, figure dans le liste des vérifications et fait état d'un appareil en bon état et en état de bon fonctionnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Alerte

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>



e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

**Constats :**

Le plan d'intervention fait figurer l'implantation des extincteurs ainsi que les boutons alarmes. Sur cet élément, le plan est erroné et indique la présence d'un bouton d'urgence à proximité immédiate de la zone de regroupement alors qu'il se trouve dans le hall d'entrée du bâtiment principal. Ce bouton a été testé en inspection et n'a pas fonctionné. Le deuxième bouton d'alarme situé au nord-est du dépôt a fonctionné.

L'exploitant déclare avoir l'intention de déplacer le bouton pour qu'il corresponde à ce qui est représenté sur le plan. Ce point avait déjà été soulevé lors de l'exercice POI avec les services du SDIS.

L'exploitant possède des caméras thermiques qui recouvrent toute la superficie du dépôt. Elles déclenchent une alarme auprès de la télésurveillance si une intrusion ou un départ de feu est identifié. L'exploitant déclare que ces caméras permettent également de s'assurer que les essieux des poids-lourds qui entrent sur le dépôt ne sont pas en sur-chauffe. Ces caméras permettent la levée de doute à distance, depuis les smartphones. L'inspection des installations classées a consulté les images des caméras thermiques et de leur opérationnalité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant met en cohérence l'implantation des boutons d'arrêts d'urgence et d'alarme d'évacuation du site entre ce qui figure sur le plan d'intervention et la situation réelle.

**Dans un délai de 1 mois**, l'exploitant s'assure d'avoir l'ensemble de ses boutons d'alarme opérationnels.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Interface service externe**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g)

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI

**Prescription contrôlée :**

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

**Constats :**

L'exploitant met à disposition un plan à l'entrée principale du site avec les éléments d'accessibilité, les moyens d'intervention (extincteurs) et boutons d'alarmes. Le cohérence de ce plan avec la réalité a été évoquée au point de contrôle ci-dessus et fait l'objet d'une demande.

Le POI prévoit dans la fiche 5.9 les modalités d'isolement de la rétention des eaux incendie. La vanne guillotine est située en plein milieu du dépôt, au milieu de potentielles zones d'effets thermiques, de surpression et missiles. En cas d'incendie de l'îlot 6, la vanne ne pourrait pas être manipulée. De plus, la manipulation de la clé de vanne pour arriver jusqu'à la fermeture de la vanne nécessite 4 à 5 minutes de manipulation. L'exploitant déclare que le positionnement de la vanne guillotine a été évoqué avec les services du SDIS lors de l'exercice 2026. L'exploitant déclare revoir sa stratégie de confinement des eaux incendie pour déporter la fermeture au niveau de la bouche de sortie des eaux.

Outre la levée de doute via les smartphones, l'exploitant déclare que le portail principal peut être ouvert à distance pour l'entrée des services de secours avant même l'arrivée de l'exploitant sur place.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant revoit sa stratégie de confinement des eaux incendie pour être en capacité d'isoler les eaux incendie sans être dans les zones d'effets des phénomènes dangereux. Il met en cohérence les fiches actions du POI.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Premiers prélèvements environnementaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI

**Prescription contrôlée :**

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

**Constats :**

Le POI ne prévoit pas les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Dans un délai de 3 mois</b> , l'exploitant complète son POI et prévoit cette stratégie de premiers prélèvements afin de se conformer à l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié. A défaut, il sera proposé au préfet un arrêté de mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Mesures post accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>
j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>
La fiche action 5.10 du POI : "Nettoyage et remise en état de l'environnement après accident majeur" recense les actions à mener avant une reprise de l'activité et la liste des sociétés susceptibles d'intervenir pour le nettoyage et les réparations de l'installation.
La fiche 6 du POI est la fiche action sur la gestion de la fin de l'alerte et les analyses à mener post-accidentel pour le retour d'expérience.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>
Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.
Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.
L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

#### **Constats :**

A l'arrivée du chef de dépôt, l'état des stocks a été fourni rapidement à l'inspection des installations classées avec la précision de ce qui était présent à l'ilot concerné par l'incendie. L'inspection des installations classées a constaté un quiproquo dans la dénomination des ilots entre les plans présents dans le POI et les plans d'interventions disponibles dans le bâtiment principal et à destination des équipes intervenantes. Ce point fait déjà l'objet d'une demande dans le point de contrôle n°1.

**Type de suites proposées :** Sans suite